



le jour d'après a commencé !

n°14 - 10 octobre 2020

ÉCOLE ? LE MONDE D'AVANT, EN PIRE !

Déjà fragilisée par plusieurs années d'austérité néolibérale, l'École a été frappée de plein fouet par la pandémie. Nous avons eu un entretien avec Florence Ciaravola, professeure des écoles et responsable syndicale, pour faire le point sur cette rentrée, la façon dont elle a été gérée par le pouvoir et envisager des pistes d'alternatives émancipatrices pour l'avenir.

A NICE COMME AILLEURS, BASTA LES VIOLENCES POLICIÈRES !

Le 23 mars 2019, Geneviève Legay, à la fois Gilet Jaune, militante pacifiste et syndicale, membre d'Ensemble! et co-porte-parole départementale d'ATTAC, était agressée et gravement blessée par une charge policière. En dépit de toute vraisemblance, des responsables de la police, le président de la République et le préfet avaient nié les violences policières et osé affirmer que la police n'y était pour rien.

La divulgation du rapport de l'IGPN par Médiapart le 21 septembre confirme la thèse de la violence policière contre Geneviève Legay et renvoie les responsables policiers, le préfet et le président de la République à leurs mensonges respectifs.

Désormais, tous les éléments sont réunis pour rétablir les faits et dire la vérité.

Exercées contre des citoyen·nes pacifistes, contre des syndicalistes ou contre des Gilets Jaunes, les violences policières ne peuvent plus être niées. **Qu'elles soient liées ou non au racisme et aux discriminations, elles doivent être dénoncées et combattues !**

Le ministre de l'éducation se réjouit d'une rentrée "réussie". Sur le terrain, cette réussite se voit-elle ?

Tous et toutes les élèves sont accueilli·es, certes... mais :

L'École est sous forte tension, avec un manque criant de postes, une pénurie de remplaçant·es, des classes encore plus surchargées et donc l'augmentation des risques sanitaires.

Dans la société, ce sont partout des restrictions accentuées pour raisons sanitaires mais à l'école, on a l'inverse : un allègement du protocole sanitaire. On ne peut se réunir à l'extérieur à plus de 10 personnes, dans les classes il y a souvent plus de 30 personnes !

La distanciation physique, en classe comme dans les réfectoires, est impossible. Le lavage des mains et les masques pour les adultes sont les seuls gestes barrières. **Quelle hypocrite incohérence ! Quelle confiance les enfants peuvent-ils nous accorder ?**

Pour les enseignant·es, il est difficile de faire classe masqué·es, c'est étouffant, la communication ne peut plus passer par l'expression du visage. Les masques fournis par l'Éducation Nationale sont en tissu moins protecteurs, il faut de masques chirurgicaux pour les personnels !

Et surtout se pose la question du rôle et du sens de l'École : réduite à une garde d'enfants ? Ouverte uniquement pour le maintien des activités économiques ?

Ce qui est présenté par le ministère comme un « succès de la rentrée scolaire » repose sur l'investissement des personnels, comme dans le domaine de la santé. De plus, le temps consacré au travail pédagogique est dévoré par des évaluations imposées, des enquêtes à compléter : ainsi, **on nous impose une culture de la concurrence ! C'est insupportable !**



Le confinement a été marqué par une aggravation des inégalités. Cela est-il pris en compte ?

Aucunement ! La crise du covid a agi ici comme ailleurs comme révélateur des inégalités et des difficultés qui étaient déjà présentes. Les inégalités se sont creusées. **Il n'y a pas de moyens supplémentaires, pas de créations de postes et pas de baisse des effectifs par classe qui aurait permis une meilleure prise en charge.**

C'est « le monde d'avant », en pire. A chaque enseignant·e de trouver ses propres moyens de remédiation. Les difficultés d'ordre social des élèves ne sont pas prises en compte et chacun·e est renvoyé·e, de manière culpabilisante, à ses difficultés «personnelles».

De plus, la rentrée est marquée idéologiquement : volonté d'imposer à l'école une méthode de lecture syllabique complète qui est limitative en terme de compréhension de textes. Les enseignant·es sont bloqué·es dans leur possibilité d'innovation par une incitation à l'utilisation de méthodes réactionnaires et inefficaces. Le pilotage managérial se fait par évaluation, le travail en équipe n'est pas privilégié, pas de temps donné pour cela !

Notre liberté pédagogique est entravée.

Les directrices et directeurs sont débordé·es, on leur fait jouer un rôle qui n'est pas le leur. Un an après le suicide de Christine Renon rien n'a changé. Les perspectives ministérielles sont inquiétantes et veulent renforcer l'aspect hiérarchique, l'autoritarisme !

Les décisions gouvernementales pour l'École face à la crise sanitaire ont été un mélange d'improvisation, d'incohérence, de poursuite autoritaire de contre-réformes et de mépris pour

les personnels et les jeunes. Quelles pistes alternatives vois-tu pour une École émancipatrice ?

L'École d'aujourd'hui et de demain au travers des contre-réformes et des choix budgétaires, est et sera en crise du fait des choix politiques, économiques et idéologiques de l'État.

L'École doit être en marche vers une société émancipée et autogérée.

Il faut donc modifier :

- les programmes et qu'ils soient démocratiquement élaborés.
- les méthodes en faisant place à l'innovation, aux pratiques pédagogiques émancipatrices, et adaptées aux réalités régionales du point de vue linguistique.
- l'organisation du système scolaire, de ses horaires, sans hiérarchie, avec du temps et de l'autonomie pour de véritables équipes pédagogiques et des droits pour les élèves et les jeunes.
- la formation initiale et continue, aujourd'hui trop réduite et visant à faire des enseignant·es des exécutant·es, doit être repensée.

Nous avons besoin de créations massives de postes, de baisse radicale des effectifs par classe, d'embauches complémentaires pour compenser la RTT des personnels, de refonte de la carte scolaire pour plus d'égalité territoriale et sociale. Cela nécessite des investissements massifs et donc d'aller chercher l'argent là où il se trouve tout aussi massivement c'est-à-dire dans les poches des actionnaires dont l'utilité sociale est nulle à l'inverse d'une véritable École émancipatrice.

En conclusion : **proposons des Etats-Généraux de l'École** par quartiers des grandes villes et par communes, assortis de moyens pour **la transformation autogestionnaire de l'École**, pour que les personnels et les jeunes prennent leurs affaires en mains !

HALTE AU FEU AU HAUT-KARABAKH !

Depuis quelques jours la région du Haut-Karabakh s'est embrasée. L'Azerbaïdjan et l'Arménie se font face. L'Azerbaïdjan veut reconquérir cette région arménienne qui a fait sécession il y a trente ans au terme d'une guerre (1988-1994) qui a fait 30.000 morts et 1.200.000 réfugiés, et recouvrer les territoires occupés par l'Arménie à cette occasion. Facteur aggravant, la Turquie, au nom de la parenté ethno-linguistique (« Une nation, deux États »), soutient l'Azerbaïdjan en envoyant armes et supplétifs syriens. La Russie, déjà opposée à la Turquie en Syrie et en Libye, pourra-t-elle maintenir longtemps une position intermédiaire ? Pourra-t-elle, à terme, ne pas prendre parti pour l'Arménie ? Ainsi se déroule, dans une conjoncture internationale laissant le champ libre aux appétits et à la confrontation d'impérialismes seconds, un conflit qui trouve sa source lointaine dans les partages territoriaux consécutifs à la première Guerre mondiale et aux débuts de l'époque soviétique et qui ne manque pas de faire jouer dans les consciences le souvenir du génocide des Arméniens (1915).

La guerre n'est pas une solution. Cessez-le-feu immédiat et négociations !

Ensemble! c'est quoi ?

Ensemble ! est un mouvement politique à l'échelle nationale.

Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société : agir pour une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, altermondialiste en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.